

20 mars 2007



## **Un cadre financier antilibéral, c'est possible et réaliste**

Les cinq partis se disputant la faveur de l'électorat promettent, si on en croit leurs chiffres, des dépenses publiques nouvelles allant de 1.7 milliards \$ de l'ADQ aux 6.2 milliards \$ de Québec solidaire. (Le nouveau budget fédéral, quant à lui, augmente d'une minuscule 10.6 milliards \$ les dépenses de programme pour la prochaine année budgétaire, inflation comprise, pour tout le Canada, soit environ 2.5 milliards \$ pour le Québec. C'est à peine plus que le remboursement de la dette de 9.2 milliards \$<sup>1</sup>. Et le Bloc va voter pour ça !) Les modifications fiscales pour financer ces promesses restent nébuleuses sauf pour Québec solidaire qui les chiffre à 4.5 milliards \$, le reste venant d'Éole Québec et de Pharma Québec. Sans doute les partis néolibéraux comptent-ils sur la croissance économique et sur la solution très partielle du déséquilibre fiscale pour réaliser leurs promesses en fin de mandat.

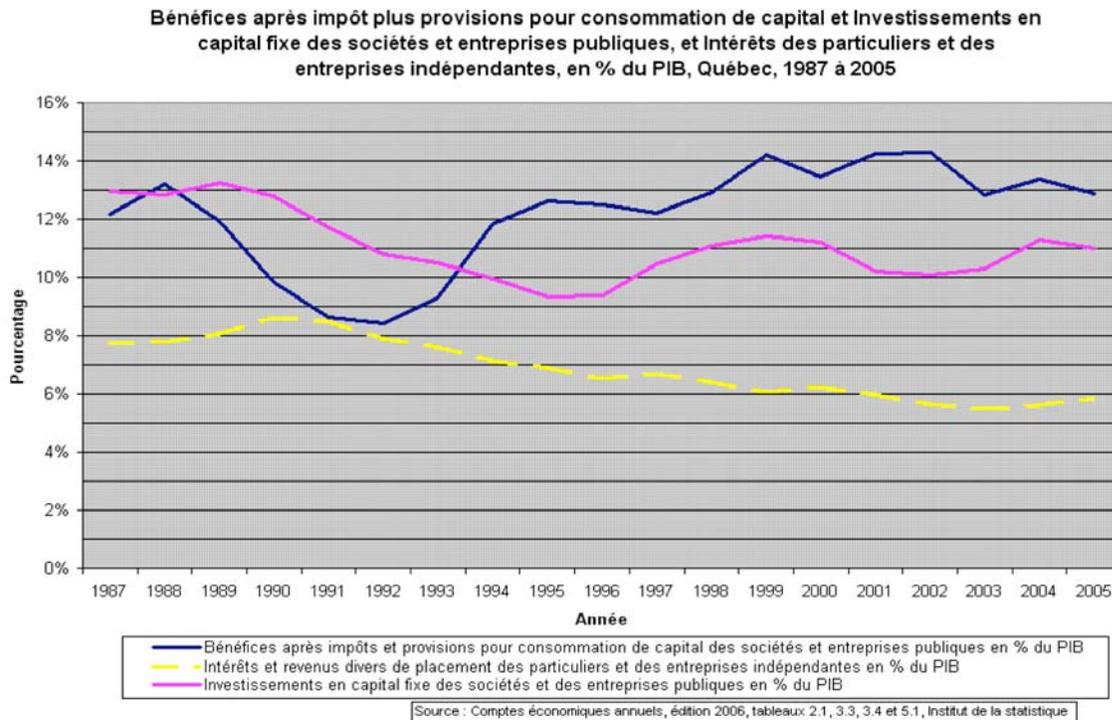
Personne, apparemment, n'escompte une crise économique comme celles du début des années 80 ou du début des années 90. Pourtant, tout le monde en parle sauf à... « Tout le monde en parle » depuis que les bourses de valeur vacillent face à l'essoufflement de plus en plus évident de l'économie étasunienne. Pas plus d'ailleurs que personne ne parle de l'escalade de la guerre du pétrole alors que le gouvernement étasunien menace l'Iran, que le gouvernement israélien envahit encore une fois la Cisjordanie et que se prépare l'offensive du printemps en Afghanistan à laquelle se joindra un important contingent québécois à partir du mois d'août. On fait comme si les forces de destruction de la crise ou de la guerre, si elles se déchaînaient, ne feraient pas voler en mille miettes tous ces beaux petits scénarios néolibéraux des trois mousquetaires qui étaient quatre ou social-libéral de Québec solidaire.

Une analyse rapide et sommaire des grands équilibres de l'économie québécoise laisse voir ce que pourrait être un cadre financier antinéo-libéral ou même anticapitaliste. Comme le montre le graphique ci-contre, depuis 1994 les investissements bruts en capital fixe des entreprises privées incorporées et des entreprises publiques sont

---

<sup>1</sup> Le budget 2007, chapitre 1, Introduction et aperçu, tableau 1.1, ligne « Charges de programme » 2006-07 et 2007-08 et « Réduction prévue de la dette » 2006-07. (<http://www.budget.gc.ca/2007/bp/bpc1f.html>)

systématiquement en-dessous de la totalité des bénéfices après impôts avant dividendes et des amortissements alors qu'ils leur étaient supérieurs ou égaux de 1987 à 1993. Si on peut expliquer ce retournement par la crise de 1991-92 et la lente sortie de crise qui a suivi, laquelle a fait chuter les bénéfices plus rapidement que les investissements, cette explication ne tient pas pour les années 87 à 90. Il y a donc un systématique sous-investissement depuis plus de 10 ans de la part des grandes entreprises privées et publiques.



En 2005, ce manque d'investissement représente au bas mot de 5.5 milliards \$ si on suppose une égalité entre l'épargne des entreprises et leurs investissements, ce qui est très conservateur car il n'y a aucune raison pour que les investissements ne puissent pas être supérieurs à l'épargne capitaliste si l'on a recours à l'épargne des ménages. En effet, les particuliers et les entreprises non incorporées du Québec encaissent, en 2005, 16 milliards \$ net en intérêts avant impôts et autres revenus de placement, hors dividendes. Le taux effectif d'imposition des contribuables riches ou relativement riches étant d'environ 30 %<sup>2</sup>, il reste approximativement 7 milliards \$ en gisement d'impôt chez les classes riches et moyennes supérieures (50 000 \$ et plus de revenu total), qui

<sup>2</sup> Ministère des Finances du Québec, Statistique fiscales des particuliers, 2003, tableau 12. La moyenne pondérée du taux d'imposition des catégorie 50 000 \$ et plus est d'environ 14%, taux qu'il faut doubler pour tenir compte du gouvernement fédéral puisque son fardeau fiscal et sa structure d'imposition est sensiblement le même que pour le gouvernement du Québec (voir tableau 5.1 à 5.3 des Comptes économiques annuels, édition 2006, de l'Institut de la statistique du Québec).

perçoivent environ 60% des revenus d'intérêts, si l'on ne touche pas davantage aux revenus d'intérêt des classes moyennes et pauvres.

On parle donc d'une marge de manœuvre de base de 12.5 milliards \$ à laquelle il faut ajouter quatre autres sources possibles :

- L'imposition supplémentaire des hauts salaires. En 2003, les revenus totaux, hors intérêts et hors dividendes déjà pris en compte, des personnes gagnant 100 000 \$ et plus se chiffraient à environ 12 milliards \$. Leur effort fiscal sur leurs revenus totaux déclarés de 13.7 milliards \$ est d'un peu moins de 4.5 milliards \$ aux deux paliers de gouvernement. Si on estime que chacune de ces 105 000 personnes devrait bénéficier d'un revenu après impôt de 50 000 \$, pour un total d'un peu plus de 5 milliards \$, on parle d'un gisement supplémentaire de 3 milliards \$ en tenant compte de la part de l'impôt déjà affecté au 1.7 milliards \$ de revenus de capitaux.<sup>3</sup> Un calcul semblable pour la tranche 70 000 à 100 000 \$ avec un seuil de 45 000 \$ pour 240 000 personnes donne un gisement d'environ 1.5 milliards \$<sup>4</sup>.
- Un impôt sur le patrimoine, particulièrement les successions. En 2006, la valeur nette par personne au Canada est de 150 000 \$<sup>5</sup>. Comme on ne connaît pas la distribution de ce patrimoine, il est très difficile de connaître le gisement d'imposition surtout si on se fixe un seuil minimum non imposable, disons de 100 000 \$. Admettons qu'il est possible d'aller chercher un modeste 0.1% (un millième) l'an. Pour 7.5 millions d'habitants, si on suppose que la moyenne québécoise est inférieure à la moyenne canadienne, le gisement serait d'environ 1 milliard \$.
- Un impôt sur la consommation luxueuse. Québec solidaire parle d'une « modulation de la TVQ » rapportant 620 millions \$. Un peu plus d'audace donnerait 1 milliard \$.
- Évasion fiscale et paradis fiscaux. Québec solidaire pense aller chercher plus de 500 millions \$ par des mesures contre l'évasion fiscale et pour le contrôle des déductions des particuliers. Quant aux paradis fiscaux, l'ONG *Tax Justice Network* estime à 255 milliards \$US la perte fiscale annuelle qui leur est due. Le sénateur étasunien Carl Levin estime à 70 milliards \$US la perte pour les ÉU. Un cinquième des encours des investissements directs canadiens à l'étranger se situe dans les paradis fiscaux.<sup>6</sup> Tenant compte que le PIB canadien est le douzième de celui des ÉU et que le PIB québécois est un peu

---

<sup>3</sup> 12 M\$ de revenus totaux hors revenus de capitaux moins 5 M\$ de revenus après impôt moins 4.5 M\$ d'impôt déjà payé plus 0.5 M\$ qui est la part du 4.5 M\$ affecté au 1.7 M\$ de revenus de capitaux au taux d'imposition de 30%.

<sup>4</sup> 17.6 M\$ de revenus totaux hors revenus de capitaux moins 10.8 M\$ de revenus après impôt moins 5.8 M\$ d'impôt déjà payé plus 0.6 M\$ qui est la part du 5.8 M\$ affecté au 2.0 M\$ de revenus de capitaux au taux d'imposition de 30%.

<sup>5</sup> Quotidien de Statistique Canada, 16 mars 2007

<sup>6</sup> The Economist, Dossier sur les paradis fiscaux « A Place in the Sun », 24 février-2mars 2007.

plus du cinquième de celui canadien, on peut estimer la perte québécoise à 1.5 milliards \$ l'an.

On parle donc en tout d'un gisement fiscal annuel de plus de 20 milliards \$ dans le cadre d'un Québec indépendant qui a comme point de départ l'actuelle situation. Comme par hasard, ce gisement correspond à ce que serait la hausse des dépenses publiques si on en revenait à la situation de 1993 en termes de rapport dépenses publiques versus le PIB<sup>7</sup> qui était cependant essentiellement financé par l'endettement. Une plate-forme néolibérale, comme celle des quatre mousquetaires, ne touchera à aucun de ces gisements ou à peine.

Une plate-forme sociale-libérale, comme celle de Québec solidaire, l'ébréchera pour soulager certaines souffrances populaires sans toutefois remettre en question le cadre néolibérale c'est-à-dire l'OMC, l'ALÉNA, l'OTAN et le Conseil sécurité de l'ONU. Une telle plate-forme, toutefois, n'est que temporairement viable car elle a besoin d'un contexte de croissance prolongée et de la protection militaire étasunienne sans contrepartie, deux conditions de plus en plus vacillantes, sans compter la nécessité de mouler ses politiques sociales dans le sens d'augmenter la compétitivité des entreprises nationales et de la force de travail comme le font les pays scandinaves.

Une plate-forme antilibérale voudra exploiter la grande majorité sinon la totalité de ce gisement afin d'atteindre l'objectif « pauvreté zéro » et stabiliser le catastrophique effet de serre en mettant en place des politiques écologiques permettant de réduire les gaz à effet de serre de 10% d'ici 2012, de 30% d'ici 2020 et de 80% d'ici 2050, ce qui inévitablement obligera à rompre avec les accords de libre-échange et les accords militaires. Dans un contexte de pays dépendants, les gouvernements Chavez et Morales appartiennent à cette mouvance... à la dépendance pétrolière près qui, paradoxalement, leur donne les moyens économiques et politiques de leur fronde.

Une plate-forme anti-capitaliste non seulement exploitera ce gisement fiscal auquel il ajoutera l'annulation de la dette publique, cet impôt non payé des riches, sauf celle due aux petits épargnants mais surtout expropriera le capital financier et les transnationales stratégiques (énergie, santé communication et transport, ressources naturelles) de sorte à contrôler démocratiquement les flux d'épargne ce qui permettra d'orienter qualitativement et quantitativement les investissements. À terme, une politique antilibérale ne peut que transcroître vers l'anti-capitalisme pour résister à l'assaut de l'impérialisme en alliance avec la bourgeoisie nationale, ce que démontrent amplement les exemples vénézuélien et bolivien, à moins de capituler. C'est finalement la nécessité de s'appuyer sur la mobilisation populaire qui ramène sur le devant de la scène ce « socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle » qui renoue le fil de l'auto-émancipation du prolétariat.

**Marc Bonhomme, 20 mars 2007**

---

<sup>7</sup> Voir [http://www.marcbonhomme.com/files/page0\\_blog\\_entry8\\_2.pdf](http://www.marcbonhomme.com/files/page0_blog_entry8_2.pdf)